

LE BOSPHORE

LAISSEZ DIRE: LAISSEZ-VOUS BLAIRE, CONDAMNER, EMPRISONNER, LAISSEZ-VOUS?

2me Année
Numéro 383
DIMANCHE
30 Janvier 1921
Le No 100 Paras

VOUS, MAIS PUBLIEZ VOTRE PENSÉE
PAUL-Louis COURRIER

Abonnements
Constantinople UN AN SIX MOIS
Province..... Lts. 7 Lts. 4.50
étranger..... Lts. 100 Lts. 60

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET FINANCIER
ORGANE FRANÇAIS INDEPENDANT

Directeur-Propriétaire: MICHEL PAILLARÈS

La politique extérieure du gouvernement français

Nous avons publié, au lendemain de la constitution du cabinet Briand, la déclaration ministérielle du nouveau gouvernement français. Cette déclaration trahit les grandes lignes de la politique que le ministère entend suivre, mais elle ne pouvait, naturellement, qu'effleurer les diverses parties d'un programme aussi vaste. Les interpellations qui, selon l'usage, ont suivi la lecture de la profession de foi gouvernementale ont permis au Président du Conseil de donner des explications supplémentaires, aussi complètes que le permettaient les circonstances. Le

représente quelque chose de positif et, dans toutes les parties qui peuvent servir, il faut y avoir recours :

Dans le traité de Versailles, il y a des choses intéressantes ; il s'y trouve notamment un privilège pour la France, un privilège sur les dispositions du budget allemand. Nous avons le droit de vérifier si l'Allemagne a fait tous les efforts fiscaux qu'on exige du contribuable français, si elle n'est pas à même de faire appel à de nouvelles possibilités de ressources. Nous avons aussi à vérifier si elle n'a dissimulé pas une partie par des gaspillages apparents.

Ce droit de regard, formellement inscrit dans le traité, il faut le mettre en pratique. L'Allemagne est dans son rôle en plaident l'insolubilité, les alliés sont dans le leur en n'accepttant la thèse allemande que sous bénéfice d'inventaire. Ils ne peuvent admettre qu'on leur impose des impossibilités à priori.

Il range en plusieurs catégories les impossibilités. Il y a les impossibilités absolues et de toujours : il faudra les prouver. Il y a les impossibilités du moment qui pourront, demain, sous l'influence des faits, se transformer en impossibilités nouvelles. Je ne veux pas renoncer à l'avenir pour mon pays.

Et c'est pourquoi, d'accord avec l'opinion publique française, M. Briand est opposé au système unique du forfait, qui serait, pour la France, un marché de dupes, car « on est au pire moment pour apprécier les facultés de l'Allemagne. » Pourtant dans le silence résigné où croulent, dans ce pays, toutes les initiatives et se lamente toutes les infirmités.

Peut-être, dira-t-on aujourd'hui, qu'il est mieux valut qu'ils n'élevaient jamais la voix. Les mauvais prophètes ont la partie belle.

— Je disais bien, s'écrient-ils, qu'il n'y avait rien à attendre de cette agitation. Les beaux discours n'auront jamais raison des peaux affaires.

C'est entendu. Mais mal fait-il pour cela que mourût, ou si elle n'est pas encore tout à fait morte, que se disloqua une ligne d'aussi bonnes intentions et qui avait entrepris une œuvre d'utilité publique et d'épuration morale ? A l'impossible nul n'est tenu d'affirmer le code.

Et c'est l'impossible qu'avait pensé pour réaliser cette association de victimes et de mécontents en s'imaginant que les principes pèsent de quelque poids dans la balance des intérêts. Pour avoir trop embrassé, elle se meurt d'avoir mal étreint. Je souhaiterais, pour ma part, qu'elle se réchappât et qu'elle rompt à nouveau le silence décourageant auquel l'adversité la condamne. Instruite des réalités, elle pourraient encore, sur des bases plus sûres et avec un programme plus modeste, contribuer à servir les intérêts des locataires dont le sort, quoi qu'on en dise, est loin d'être défini.

L'union est toujours une force. Seullement il faut, pour être appréciée à sa valeur, s'affirmer dans un milieu où l'on a le respect des biens et des personnes.

VIDI
La question d'Orient

La thèse que M. Briand et ses collaborateurs défendent devant la Conférence, c'est que la France a droit à des paiements immédiats, sans cependant renoncer à toutes revendications pour l'avenir. C'est qu'il faut mettre l'Allemagne à la fois en mesure de se relever et dans l'obligation de payer chaque année tout ce qu'elle serait capable de payer.

Pour faire triompher ces revendications justifiées, la France a commencé à se battre sur les bons offices et sur l'amicale collaboration des Alliés :

Pendant les hostilités, j'ai pensé que si l'on n'établissait pas entre les alliés l'unité d'action sur un front unique, nous perdriions la guerre... Je considère que si, sur le front de paix, on n'établissait pas la même unité d'action, on ouvre à l'Allemagne toutes les possibilités d'échapper, sinon à la totalité, ou moins à une grande partie de sa dette, et mon premier effort sera pour établir sur ce front une unité d'action. Je suis convaincu que nos alliés comprendront ce raisonnement, qu'ils sentiront cette nécessité et qu'ils se mettront d'accord avec nous.

Ce n'est que dans le cas — très improbable — où la France resterait seule en tête à tête avec les agresseurs d'hier « qu'elle serait obligée de prendre toutes les garanties possibles, avec la volonté de garder assez de force pour faire obstacle à toute agression nouvelle, si on voulait la tenter ». Mais encore un fois, c'est la une hypothèse à laquelle la France ne croit pas. Si conviction et son plus ferme désir, l'et de ne pas être obligée de retour aux solutions extrêmes...

La reddition d'Ethem bey

Comme suite au communiqué du 26 janvier 1921, relatif à la reddition d'Ethem bey, celui-ci s'est présenté lui-même la nuit dernière aux autorités militaires helléniques avec deux cents (200) de ses partisans en armes.

Le rayonnement de la France

Telles sont les principales idées exposées par M. Briand dans son discours du 22 janvier. On remarquera qu'il y est surtout question de l'Allemagne, car, à l'heure actuelle, c'est la question qui domine toutes les autres et qui tient la première place dans l'ordre du jour de la Conférence. Mais la déclaration ministérielle permet de compléter les vues du gouvernement français sur les autres questions de la politique européenne.

En ce qui concerne les affaires d'Orient, M. Briand s'est déclaré, à la Conférence, très partisane d'une médiation alliée entre la Grèce et la Turquie en vue d'arriver à un règlement équitable et effectif. Nous pouvons être certains que, sur ce point comme sur les autres, la France apportera les traditions de modération, désintéressement, de libéralisme et d'humanité, qui ont toujours été les siennes.

E. Thomas

LES MATINALES

Les locataires ne font plus parler d'eux. Est-ce à dire que le problème du logement ait regagné une solution que les socialistes n'avaient pas réussie ? On sait bien que non. Il faut plutôt supposer qu'ayant compris qu'ils n'auraient jamais raison contre les exploitants ils s'en sont fait une rentrée dans le silence résigné où croulent, dans ce pays, toutes les initiatives et se lamente toutes les infirmités.

Peut-être, dira-t-on aujourd'hui, qu'il est mieux valut qu'ils n'élevaient jamais la voix. Les mauvais prophètes ont la partie belle.

— Je disais bien, s'écrient-ils, qu'il n'y avait rien à attendre de cette agitation. Les beaux discours n'auront jamais raison des peaux affaires.

C'est entendu. Mais mal fait-il pour cela que mourût, ou si elle n'est pas encore tout à fait morte, que se disloqua une ligne d'aussi bonnes intentions et qui avait entrepris une œuvre d'utilité publique et d'épuration morale ? A l'impossible nul n'est tenu d'affirmer le code.

Et c'est l'impossible qu'avait pensé pour réaliser cette association de victimes et de mécontents en s'imaginant que les principes pèsent de quelque poids dans la balance des intérêts. Pour avoir trop embrassé, elle se meurt d'avoir mal étreint. Je souhaiterais, pour ma part, qu'elle se réchappât et qu'elle rompt à nouveau le silence décourageant auquel l'adversité la condamne. Instruite des réalités, elle pourraient encore, sur des bases plus sûres et avec un programme plus modeste, contribuer à servir les intérêts des locataires dont le sort, quoi qu'on en dise, est loin d'être défini.

L'union est toujours une force. Seullement il faut, pour être appréciée à sa valeur, s'affirmer dans un milieu où l'on a le respect des biens et des personnes.

VIDI

La question d'Orient

Londres, 28. A.T.I. — Les journaux anglais accueillent avec une vive satisfaction la décision qui a été prise par la conférence de Paris de convoquer à Londres une réunion alliée à laquelle assisteront les représentants grecs et turcs pour la solution de la question d'Orient.

L'Agence Reuter se fait télegraphier de Paris que la conférence, recherchant les solutions pratiques, a abandonné la proposition de lord Curzon, appuyé par M. Lloyd George, l'idée d'essayer de régler les affaires orientales en l'absence des intéressés.

Il est évident, dit le *Morning Post*, qu'un accord auquel adhéraient les délégués de la Grèce et de la Turquie présenterait l'énorme avantage d'être immédiatement exécutable.

La reddition d'Ethem bey

Comme suite au communiqué du 26 janvier 1921, relatif à la reddition d'Ethem bey, celui-ci s'est présenté lui-même la nuit dernière aux autorités militaires helléniques avec deux cents (200) de ses partisans en armes.

On a vu dans une dépêche des agences que la Comédie Française, d'accord avec le gouvernement français, ira donner une série de représentations à Copenhague au mois de septembre prochain. Voilà, certes, une heureuse initiative — j'allais écrire : un succès diplomatique — qui fait honneur à la fois au comte Bernhoff et à M. Emile Fabre. Le Danemark ne compte que des amis à Paris, sa cause y est défendue avec une chaleureuse éloquence dans la presse et dans les milieux parlementaires. Le Quai d'Orsay n'a cessé de lui prêter son précieux et puissant appui toutes les fois que la Conférence de la paix a discuté la question du Silesie. Voulant nous donner à son tour un témoignage de sympathie, il invite les artistes de la Maison de Molière à faire applaudir dans sa capitale les chefs-d'œuvre de nos écrivains dramatiques. C'est un hommage qui nous plaît tout particulièrement ; les étrangers ne peuvent imaginer quel plaisir nous éprouvons à voir rayonner chez eux nos lettres et nos arts. Des adversaires malveillants ou mal informés nous prétendent, depuis notre victoire, je ne sais quels rêves de conquêtes. Quelle erreur ! et quelle cécinomie ! La République est finement pacifique. Elle aime trop son indépendance pour attenter à celle des autres. Ce qu'elle recherche, avec une ardeur jamais lassée, c'est le progrès humain dans tous les domaines, et surtout dans ceux de l'esprit. Par ses aspirations, par ses tendances, elle est l'héritière directe d'Athènes. Elle a le culte profond du Beau et du Bien. Et si elle est impérialiste ce n'est pas pour imposer la force, c'est pour faire triompher l'idée.

Nous sommes infiniment reconnaissants envers les Orientaux, anciens, jaunes ou musulmans, qui ont répandu notre langue ; ils ont ainsi accru notre prestige et consolidé notre influence. Nous n'avons aucune ambition territoriale. La reprise de l'Alsace et de la Lorraine ne fut pas un acte de violence, ce fut un acte de justice. Les victoires morales nous suffisent. Nous n'en voulons pas d'autres. C'est pourquoi nous n'avons pas compris que les Jeunes Turcs nous fissent la guerre. Qu'avions-nous fait pour nous attirer ce haine ? nous étions efforcés pendant un siècle d'instruire et d'éclairer leur pays pour le mettre au niveau de la civilisation occidentale. Aujourd'hui, encore, oubliant leurs trahisons, nous leur tendons toujours la main, mais ils nous répondent ici par des menaces, par des coups de fusil. Qu'ils prennent le masque d'Enver ou celui de Mustafa Kemal, ils sont incorrigibles, ils adorent le fer et le feu qui détruisent, et ils repoussent nos bénédicteurs. Ah ! ce n'est pas leur diplomatie qui fera venir en Turquie les grandes vedettes des scènes parisiennes ! Ils préfèrent demander à Berlin et à Moscou des canons et des munitions.

A ce propos, n'est-il pas singulier que dans une capitale aussi importante que Constantinople, l'Etat ou la Ville n'aient pas songé à construire ou tout au moins à subventionner un théâtre ? On n'encourage ici aucun art. Heureusement il se rencontre des particuliers assez audacieux pour monter des spectacles qui nous rappellent ce que nous sommes au XXe siècle et qu'il y a autre chose sur terre que les appétits et les jeux de la brute Grèce à M. Arditty, par exemple, nous avons, nous aussi, notre saison ». Nous assistons depuis trois mois à un défilé d'étoiles qui nous procurent des plaisirs délicats et d'une agréable variété. Nous goutons à tous les genres. Nous avons vu se dérouler devant nous la comédie, le drame, le vaudeville. Aujourd'hui, c'est une revue du Casino de Paris qui déploie sous nos yeux ravis une féerie de couleurs et de lumières. Nous voyons tourbillonner la grâce et la sveltesse des Faraboni. Demain, nous aurons d'autres enchantements. Yvonne Légey nous charmera par ses grâces païennes. Silvain, le doyen de la Comédie Française lui-même nous offrira les plus hautes émotions avec Les

Perse, Electre, Andromaque et Pelée, Horace, Phédre, Louis XI, Le père Lebonnard, etc. Prince-Rigadin nous amusera par ses fantaisies étourdisantes. Puis, nous reverrons Jean Coquelin qui nous secouera jusqu'aux entrailles avec Cyrano de Bergerac, l'Aiglon, La Vierge Folle, Israël, le Voleur, la Flambée, le Dual. Enfin, pour couronner cette éblouissante carrière, Mme Doriel, directrice du Théâtre d'Alger, nous apportera tout un lot d'opérettes françaises dont la verve entraînante et la musique légère chassent de nos fronts tous les nuages et de nos cœurs tous les soucis. M. Arditty montre là, dans cette magnifique série de représentations où tous les spectacles se succèdent pour répondre à tous les désirs et flatter tous les goûts, M. Arditty, dis-je, montre un éclectisme parfait qui mérite les applaudissements du public le plus fin et les encouragements de la critique la plus difficile.

Que nous voici loin, n'est-ce pas, de Copenhague ! mais le lecteur peut-il m'accuser de l'avoir dévoré dans la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, à déclaré à l'*United Press* que la France a obtenu sur ces deux points l'appui le plus complet de la part de ses alliés.

M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 janv. — M. Briand, interviewé sur la question des réparations et du désarmement de l'Allemagne, a déclaré : « Tant que nous devrons nous préoccuper de la défense nationale nous devrons maintenir notre flotte qui est le rempart de l'Amérique. Une flotte puissante est la meilleure garantie de la sécurité des Etats-Unis. »

Paris, 28 jan

à la Conférence de Paris qu'il faut que l'Allemagne impose à ses sujets un fardeau au moins aussi lourd que celui qui est supporté par les sujets des pays alliés.

Pour le moment, l'Allemagne n'est pas aussi lourdement taxée que les pays alliés. D'après une publication de la Ligue des Nations, c'est le peuple britannique qui est le plus lourdement taxé ; 27 000 de ses revenus passent à l'Etat, les Français et les Italiens en payent 13 000 et les Allemands 12 000.

Commentaires de presse

Londres, 28. A. T. I. — La presse anglaise consacre de longs commentaires à la Conférence de Paris. Le *Morning Post* refuse de croire que M. Lloyd George soit disposé à laisser l'Allemagne s'en tirer à bon compte, car le peuple anglais est également intéressé aux réparations.

Le *Daily Mail* écrit que l'avenir de l'Europe dépend de l'exécution du traité de Versailles.

Le *Times* montre la nécessité d'appliquer des sanctions et fait ressortir le danger que courrait l'Entente si l'accord n'intervient pas, sur les questions capitales traitées actuellement.

Allemagne

Les tendances monarchistes

Berlin, 27. T. R. — Au cours de la discussion du budget de la Reichswehr un député de la majorité protesta contre les gaspillages de l'armée et contre les tendances monarchistes de la Reichswehr, principalement des gardes de l'empereur.

Un journal intitulé « Ligue des officiers allemands », publication pangermaniste des Hohenzollern, adresse à l'ex-gouvernement ses vœux les plus chaleureux.

Protestations

Berlin, 28. T. H. R. — Le *Tageblatt*, liberal modéré, s'étonne de l'attitude du ministre de la justice qui approuve l'acquittement scandaleux des assassins politiques, ajoutant que l'impunité accordée à tous les auteurs du coup d'Etat kapiste n'est pas un moindre scandale.

A Hambourg, dans une réunion élective du parti démocrate, le comte Bernstorff s'éleva contre l'ancienne politique impériale, exprimant ses regrets que ses rapports adressés d'Amérique soient restés sans influence.

Russie

La famine

De personnes qui ont quitté Moscou au commencement du mois de décembre écoulé, affirmant qu'un grand mécontentement régnait parmi les ouvriers de travaux métallurgiques et imprimeurs à cause de l'affreuse famine qui sévissait à ce moment à Moscou. Pour venir à bout du mouvement insurrectionnel qui se propagait les bolcheviks ont eu recours à la famine : tous ceux qui ont signé les pétitions demandant l'augmentation des rations alimentaires ont été privés de toutes leurs rations.

France et Allemagne

Paris, 28. A. T. I. — Les conclusions françaises concernant le désarmement de l'Allemagne concordent en tous points avec l'exposé belge. La situation est considérée aujourd'hui par la France sous son véritable aspect. Le désarmement de l'Allemagne doit être exécuté dans la mesure déjà prévue et décidée. C'est à cette seule condition que la France et la Belgique, le plus sérieusement exposées à l'Allemagne, trouveront leur complète tranquillité.

Le maréchal Foch, dit l'*Echo de Paris*, a très clairement exposé la situation : les experts britanniques n'ont pas différément sérieux avec les experts français. L'accord complet ne tardera pas à être atteint, et les alliés feront connaître leurs décisions communes en ce qui concerne cette importante question.

L'indemnité allemande

Paris, 28. A. T. I. — Le Temps insiste sur la nécessité, pour la France, de connaître la somme globale que les Allemands devront payer au titre « indemnités ». La fixation des annuités permettra à la France d'équilibrer son budget et d'effectuer les sommes qui sont indispensables à la reconstruction du Nord ainsi qu'au relèvement commercial et industriel des régions dévastées.

Le comte Sforza

Paris, 28. A. T. I. — Le comte Sforza a eu un entretien privée avec M. Lloyd George, au sujet de diverses questions intéressant spécialement l'Italie et la Grande-Bretagne. L'accord a été complet.

Exploration

Londres, 28. A. T. I. — On télégraphie du Sénégal à Paris que des explorateurs français ont traversé 750 milles de territoires complètement ignorés reliant l'Algérie à l'Afrique française de l'Ouest.

Les négociations de Riga

Varsovie, 28. A. T. I. — L'accord s'est fait à Riga sur les questions financières.

Incendie aux Etats-Unis

Londres, 28. A. T. I. — On annonce de New-York qu'un incendie a déclaré dans la section ouvrière d'Athens (?). Les dégâts sont évalués à 1 million de livres sterling. On ignore les causes de l'incendie.

Le désarmement de l'Allemagne

Londres, 28. A. T. I. — D'après une dépêche de Paris, l'accord qui est intervenu entre le maréchal sir Henry Wilson et le maréchal Foch, ainsi qu'entre leurs états-majors respectifs, stipule que l'Allemagne doit, jusqu'au 15 mars prochain, avoir complété les deux tiers de ses engagements antérieurs et toutes ses obligations jusqu'au 5 juillet prochain.

Il n'a pas existé de désaccord entre les experts alliés à ce sujet ; il a fallu seulement concilier les points de vue anglais et français en ce qui concerne les canons allemands encore non signés.

Les nouveaux Etats baltiques

Londres, 28. A. T. I. — La presse anglaise, en donnant le compte rendu de l'examen auquel a procédé la conférence de Paris, au sujet des Etats baltes, dit que la reconnaissance de ces Etats impliquerait leur admission à la Ligue des nations, qui, dans le cas où ils seraient acceptés, devrait être responsable de leur protection.

Dans les milieux alliés, on considère que la reconnaissance des Etats baltes serait une preuve qu'ils ont atteint un réel degré de stabilité.

Dans les cercles officiels et commerciaux anglais, on désire vivement que des relations commerciales suivies soient établies avec les Etats baltes.

La reconnaissance officielle de ces Etats facilitera beaucoup les transactions commerciales, et il n'est pas doux que, dans ces conditions, la Grande-Bretagne n'hésite pas à aider au développement commercial de ces régions.

Le problème de l'Autriche

Londres, 28. A. T. I. — Sir Robert Horne, le représentant britannique dans le comité nommé par le Conseil suprême de Paris en vue d'étudier le problème autrichien, ne s'est pas encore rendu à Paris et sa place est provisoirement occupée par sir Llewellyn Smyth.

Sir Robert Horne est retenu en Angleterre par des négociations et des conversations très importantes, qu'il mène pour compte du gouvernement britannique avec des banquiers et des compagnies d'assurance au sujet de crédits commerciaux.

Hier, sir Robert Horne a reçu sir Edward Mortain, président d'une des plus grandes compagnies d'assurances, dont le projet pour la restauration commerciale de l'Europe est très intéressant et mérite un sérieux examen.

Paris, 28. A. T. I. — Les bonnes dispositions de la conférence de Paris à l'égard de l'Autriche trouvent un écho sympathique dans la presse française.

Le *Malin* dit que, dans les conditions actuelles, le gouvernement de Vienne est dans l'impossibilité de faire face à ses besoins. Il est urgent, pour la tranquillité du pays, que les Alliés prennent des mesures sérieuses susceptibles d'atténuer les graves conséquences de la crise actuelle.

D'après l'*Echo de Paris*, un système de crédit international sera institué pour l'Autriche. Ce pays pourra ainsi se procurer à l'étranger les matières premières et les vivres dont il a besoin.

D'autre part, un consortium de banques prêtera son concours au gouvernement de Vienne.

Cette question est actuellement étudiée dans tous ses aspects par la commission spéciale nommée par le Conseil suprême, et l'on a la certitude que vu l'intérêt qu'elle présente, elle sera solutionnée d'une façon satisfaisante.

Reconnaissance de la Géorgie par les Alliés

La Conférence réunie à Paris vient de reconnaître le 27 janvier la Géorgie de jure.

M. Venizelos à Paris

On sait que le 12 janvier 1920, la République géorgienne avait été, à l'unanimité des représentants alliés réunis à Paris au Conseil Suprême, reconnue de fait. La décision des Alliés vient aujourd'hui combler les vœux des Géorgiens en les reconnaissant de droit.

Le front du Caucase

On télégraphie d'Athènes que le ministre d'Angleterre lord Granville a rendu visite au président du conseil à qui il a répété la communication faite la veille par son collègue français au sujet de la convocation d'une nouvelle conférence à Londres.

Le ministre d'Angleterre a demandé à M. Rhallys si la Grèce s'y ferait représenter. M. Rhallys a répondu qu'il lui ferait remettre sa réponse par écrit.

Les cercles gouvernementaux, malgré le mutisme que l'on garde sur les événements en cours, ne peuvent dissimuler leur inquiétude du royaume que les questions nationales ont subi et de l'influence que les dernières décisions de la conférence ne manqueront pas à exercer sur la situation intérieure.

Le chaos

On annonce d'Athènes que le roi Constantin s'est entretenu pendant deux heures avec le ministre-président M. Rhallys, ministre de la guerre M. Gounaris et le ministre des finances M. Calogheropoulos, aux mêmes membres de l'organisation militaire secrète allemande pour leur faciliter le séjour illégal en Haute-Silésie.

D'après les journaux, le roi Constantin

LA CONFÉRENCE DE PARIS

Paris, 28. T. H. R. — La journée de jeudi fut entièrement remplie par des échanges de vues sur les réparations. Dans l'après-midi, la conférence siégea, et le communiqué suivant fut publié :

« La conférence procéda à de longs échanges de vues sur la question des réparations et des charges à imposer à l'Allemagne. Il fut décidé que la conférence s'inspirera des opinions exprimées au cours des dernières réunions pour préparer un texte qu'aura soumis à la conférence dans la prochaine séance. »

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — La presse anglaise, en donnant le compte rendu de l'examen auquel a procédé la conférence de Paris, au sujet des Etats baltes, dit que la reconnaissance de ces Etats impliquerait leur admission à la Ligue des nations, qui, dans le cas où ils seraient acceptés, devrait être responsable de leur protection.

Dans les milieux alliés, on considère que la reconnaissance des Etats baltes serait une preuve qu'ils ont atteint un réel degré de stabilité.

Dans les cercles officiels et commerciaux anglais, on désire vivement que des relations commerciales suivies soient établies avec les Etats baltes.

La reconnaissance officielle de ces Etats facilitera beaucoup les transactions commerciales, et il n'est pas doux que, dans ces conditions, la Grande-Bretagne n'hésite pas à aider au développement commercial de ces régions.

Le mouvement administratif

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — La commission instituée par les gouvernements alliés s'est réunie ce matin à 10 heures 1/2, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Briand. Elle a examiné certaines suggestions sur lesquelles les membres de la commission sont tombés d'accord ; les représentants britanniques se réservent toutefois d'en référer à leur gouvernement. Le programme ainsi élaboré a été soumis dans l'après-midi à M. Lloyd George. La commission est convoquée au cours des dernières réunions pour préparer un texte qui sera soumis à la conférence dans la prochaine séance.

Dans les milieux alliés, on considère que la reconnaissance des Etats baltes sera une preuve qu'ils ont atteint un réel degré de stabilité.

Dans les cercles officiels et commerciaux anglais, on désire vivement que des relations commerciales suivies soient établies avec les Etats baltes.

La reconnaissance officielle de ces Etats facilitera beaucoup les transactions commerciales, et il n'est pas doux que, dans ces conditions, la Grande-Bretagne n'hésite pas à aider au développement commercial de ces régions.

Le mouvement administratif

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

La séance de vendredi

Paris, 28. T. H. R. — Assis devant une séance secrète de six heures.

Selon des nouvelles récemment arrivées, les commissions des affaires étrangères dans le cabinet de M. Venizelos, a été prié de réoccuper la chaire de droit international à la faculté de droit de Paris, poste qu'il avait abandonné pour collaborer avec M. Venizelos.

a aurait exprimé sa surprise pour la décision de la conférence sur les questions helléniques et aurait relevé la nécessité de former un gouvernement de coalition composé des chefs des divers partis. M. Rhallys s'est rallié à cette opinion. M. Gounaris a mis l'avoir à Joachimsthal, en Bohême ; il en existe aussi dans beaucoup de contrées : en Suède, en Norvège, en Amérique, au Portugal et même en France, aux environs d'Autun mais il n'est plus exploité, on en aurait découvert récemment un gîte important à Madagascar.

La Bourse

Cours des fonds et valeurs

29 janvier 1921
fournis par la Maison Psalty Frères
57 Galata, Mehmed Ali pacha han, 57
Téléphone 2109

Emporant intérieur Ott. Ltg. 1175
Ture Unie Ltg. 78
Lots Turcs 1160

ACTION

Anatolia Ch. de fer Ott. Ltg. 1675
Banque imp. Ottomane 8750
Assurances Ottomanes 6
Brasseries réunies 3350
Bons 24
Ciments Arslan 1950
Eski-Hissar 18
Minoterie l'Union 12
Troyes 1550

Tramways de Consulat 1625
Télegphones de Consulat 13
Commerce 15

Tourism 1908 3 000 Frs. 1580
1908 3 000 1490
1910 3 000 1800

Grecs 1880 3 000 1050

1904 2 123 Ltg. 13
1912 2 123 12

Anaspoli 4112 1350

II 4 12 1350

III 4 125

Quais de Consulat 4 000 20

Port Balat-Pacha 5 000 14

Quais de Smyrne 4 000

Éaux de Bosphore 4 000

de Sotchi 5 000 15

Frans 5 000 505

Transways 5 100 510

Levante 5 100 51

MONNAIES (Papier)

Turc turque 604

Liars anglaises 680

Francs français 208

Liars italiennes 227

Dollars 112

Roubles Romanoff 147

Roumanie 42

Liars grecques 625

Marks 52 50

Levas 37 50

Billets bancaires imp. Ott. 188

termission.

CHANGE

Londres 580

Paris 9 60

Athènes 18

Rome 65

New-York 55

Suisse 37

Berlin 49

Bucarest 37

Vienne 210

Prairie 4 15

Go ève 4 15

ein financier publié par les agences Havas-Reuters.

Bourse de Londres

Clôture du 28 jan.

Ch's Paris 56.

s. Vienne 221.

s. Berlin 3 87 25

s. New-York 105 25

s. Rome 24 17

s. Genève 37 75

Prix argent Paris du 28 an

G's Loadras 55 53

s. Berlin 25 50

s. Vienne 4 75

s. New-York 14 26

s. Bucarest 20.

s. Athènes 53 25

s. Rome 230.

s. Genève 105.

Rentes françaises 4 00 1917 68 60

4 00 1918 68 25

5 00 1920 85 20

5 00 1920 97 75

La Politique

Les nouvelles décisions de Paris et le Patriarcat œcuménique

La décision de Paris que certains ont cependant exagérée à Constantinople a été largement discutée au Patriarcat œcuménique. On comprend que le Centre National Grec s'efforce de décisions qui mettent en cause le sort de nombreuses populations qu'il a le devoir impérial de défendre. Aussi, dès les premières nouvelles de Paris, le locum-tenens Mgr Dorothee, a-t-il cru devoir convoquer les membres du Conseil national mixte pour étudier avec eux les mesures de défense qu'il y a lieu de prendre lorsque la Conférence de Londres aura à se réunir.

La résolution précise de la réunion au cours de la première réunion, mais il semble qu'une délégation spéciale devra parler pour éclairer les gouvernements alliés et plaider la cause des chrétiens d'Orient.

En attendant, les divers partis grecs ont lancé par la voie de la presse un appel aux représentants des paroisses pour leur signaler la gravité de la situation qui met en danger les intérêts de la Nation, et leur demander de faire en sorte que les élections qui doivent avoir lieu aujourd'hui au Patriarcat du Phanar soient rapidement menées, en évitant toute discussion ouverte.

Les élections sont faites pour désigner les nouveaux membres du Conseil national mixte. Le Conseil ainsi complété pourra prendre utilement les décisions voulues. C'est dire que tant le Patriarcat œcuménique que la population grecque se rendent compte de la gravité de l'heure, qui exige l'union de tous. Il est vrai qu'une note de l'agence Havas à Paris précise qu'il ne s'agit pas de modifier le Traité de Sèvres, mais d'en adapter certains points à la situation nouvelle.

L'Informaté.

Dernières nouvelles

Entre Stamboul et Ankara

Le conseil s'est de nouveau occupé du choix des délégués. Ainsi que nous l'avions annoncé hier, Izzet pacha a toute chance d'être placé à la tête de la délégation qui sera envoyée à Londres. Mouttar bey, commissaire des affaires étrangères à Ankara, et Nabi bey, délégué diplomatique à Paris, en feront partie.

Orkhan bey, directeur général des postes, fut appelé à la Sublime Porte. Le grand-vézir lui donna l'ordre d'assurer un moyen de communications télégraphiques entre la capitale et l'Anatolie.

Une dépêche a été envoyée à Izzet pacha, via Ada-Bazar. Bien que l'on n'ait pas encore reçu de réponse, on pense que la situation est jugée favorablement en Anatolie.

Le conseil s'est de nouveau occupé du choix des délégués. Ainsi que nous l'avions annoncé hier, Izzet pacha a toute chance d'être placé à la tête de la délégation qui sera envoyée à Londres. Mouttar bey, commissaire des affaires étrangères à Ankara, et Nabi bey, délégué diplomatique à Paris, en feront partie.

Orkhan bey, directeur général des postes, fut appelé à la Sublime Porte. Le grand-vézir lui donna l'ordre d'assurer un moyen de communications télégraphiques régulières ont été établies entre la capitale et la province et que les négociations se poursuivent.

Les délibérations ministérielles

Avant-hier soir, les ministres de la guerre, de la justice et de l'intérieur se sont réunis chez le grand-vézir à Ayaz-Pacha et ont délibéré jusqu'à minuit.

Hier matin, le grand-vézir s'est rendu à la Sublime Porte et a convié à 10 heures le conseil des ministres.

Les délibérations se sont prolongées jusqu'à 2 heures.

A l'issue du conseil, Tevfik pacha s'est rendu au palais et a été reçu en audience par le Souverain à qui il a soumis la résultat des délibérations.

Le palais, Tevfik pacha est retourné à la Sublime Porte où à 4 h. il a de nouveau convoqué le conseil des ministres. La réunion s'est prolongée jusqu'à une heure avancée de la soirée.

La réunion de la presse

PRESSE TURQUE

Ce qu'il faut faire

du Pégam-Sabah (sous la signature d'Ali Kemal bey):

À notre sens, le plus grand des dangers réside pour nous dans le dualisme gouvernemental.

Le but poursuivi par tous n'est-il pas le même? La divergence de vues existe uniquement en ce qui touche l'emploi des moyens. Peut-on concevoir qu'un Turc — importe lequel — ne soit pas prêt à tous les sacrifices pour la délivrance de nos frontières, nous pourrons sans doute transférer le centre au déla de celles-ci, fonder une nouvelle capitale. Mais puisque nous ne sommes pas encore maîtres des provinces irrédimées, puisque nous n'avons pas encore un autre terrain pour lutter, nous ferons de transférer dès maintenant notre centre ailleurs, en prétextant la révolte bolchevique. Ce n'est pas faire preuve d'un sens politique profond que de renier le gain que nous tenons en mains pour compter sur des intérêts prévus qui sont encore l'objet de contestations et que la solution nous a arrachés?

Tel étant l'objectif, il ne saurait plus y avoir de partisans ou d'adversaires. La chose qui s'impose est l'union nationale...

Si l'opposition possède sur ses adversaires un « droit de priorité », il consiste en ce que — malgré qu'elle ne soit nullement responsable des malheurs de la patrie — cependant son cœur n'en saigne

pas moins devant ces infortunes. Elle oublie les ambitions et les haines personnelles et couvre d'un voile le passé. Souhaitons que la partie adverse sache prendre exemple sur cette attitude si pleine de noblesse et ne sacrifice pas, au moins cette fois, les intérêts supérieurs de la patrie en obéissant à des considérations égoïstes.

Espoir et doute

du Vakil:

La décision de la Conférence de Paris touchant la question orientale a éveillé ici à la fois l'espoir et comme de l'inévitabilité. De prime abord, la décision suscitée nous paraît plus favorable que nous n'aurions pu l'espérer. A l'horizon politique couvert de sombres nuages, le soleil de la paix a semblé se lever tout d'un coup. Cependant, d'amerres expériences dues aux démissions sans nombre éprouvées depuis l'armistice ont créé des doutes dans l'esprit de certains d'entre nous. Ces personnes se sont dit: « Irions-nous au devant de nouveaux mécomptes? Qui a raison? Ceux qui espèrent ou ceux qui doutent?

Il n'est guère possible de se prononcer dès maintenant sur ce sujet d'une façon catégorique. Mais il est évident qu'à l'heure actuelle, la situation en Orient ne présente pas sous le même caractère et dans les mêmes conditions que lors de la signature du traité de Sèvres. Des changements importants se sont produits depuis cette date, notamment en Grèce et en Asie Mineure. La chute de Venise et la restauration de Constantin ont modifié du tout au tout la situation politique à Athènes. Le gouvernement hellène a perdu le crédit dont il jouissait en Europe. Conscient de cet état de choses, Constantin a essayé de rétablir la situation en sa faveur à l'aide d'un mouvement offensif en Anatolie. Mais l'avance grecque vers Eski-Chéhir a abouti à un incontestable fiasco.

Devant ce résultat les partisans de la paix sont restés songeurs. Ils ont commencé à comprendre que sans le concours des Turcs, le retour de la tranquillité en Orient est impossible.

Les dépêches annonçant la nouvelle conférence contiennent bien des passages insuffisamment clairs ou contradictoires.

Une chose cependant saute aux yeux: c'est qu'entre la proposition faite cette fois, par lord Curzon et les anciens projets, il y a une différence notable. Alors que, naguère encore, la question de Constantinople et de l'Anatolie était considérée comme un problème de caractères intransigeants, une autre fois, ce n'est plus qu'une question à régler avec la Turquie après la conclusion de la paix avec cette dernière.

On avait plusieurs fois parlé d'une modification du traité de Sèvres. Mais aucune invitation officielle dans le genre de celle qui vient de nous être adressée n'avait encore été faite à la Turquie.

PRESSE GRECQUE

La conférence et la Turquie

Du Néologos:

Pour qu'une délégation turque puisse être envoyée à Londres, il faut nécessairement que Stamboul s'entende avec Ankara, ce qui vaut dire que l'Assemblée d'Ankara doit s'effacer derrière le gouvernement de Stamboul et le Sultan.

C'est alors seulement que le gouvernement central pourra envoyer des représentants devant les juges, des représentants officiels ayant le droit de parler et d'écouter en même temps que de promettre l'exécution au nom de toute la nation turque.

Le Sublime-Porte doit avoir compris la signification de la décision prise à Paris, et en se conformant à l'invitation qui leur a été transmise, ils sentent toute la responsabilité du mandat qu'ils vont assumer.

Il est évident d'ailleurs que toute nouvelle résistance aux décisions qui vont être prises, en dernier lieu, à Londres ou qu'elle provienne, entraînera de graves responsabilités qui ne pourront pas être de nouveau partagées entre Ankara et Stamboul et qui pèseront, cette fois, intégralement et en bloc sur l'état ottoman un et indivisible.

Mais elles frapperont plutôt Stamboul plus proche de l'Occident qu'Ankara.

PRESSE ARMÉNIENNE

Du Djagadam:

En réalité qu'est-ce donc que la République d'Ervan sinon une première étape dans la lutte victorieuse que nous avons tous chantées avec tant d'ardeur, c'est là où a pris naissance notre indépendance, car c'est là que nous avons livré et gagné le premier combat. Au fur et à mesure que nous allons étendre nos frontières, nous pourrons sans doute transférer le centre au delà de celles-ci, fonder une nouvelle capitale. Mais puisque nous ne sommes pas encore maîtres des provinces irrédimées, puisque nous n'avons pas encore un autre terrain pour lutter, nous ferons de transférer dès maintenant notre centre ailleurs, en prétextant la révolte bolchevique. Ce n'est pas faire preuve d'un sens politique profond que de renier le gain que nous tenons en mains pour compter sur des intérêts prévus qui sont encore l'objet de contestations et que la solution nous a arrachés?

Tel étant l'objectif, il ne saurait plus y avoir de partisans ou d'adversaires. La chose qui s'impose est l'union nationale...

Si l'opposition possède sur ses adversaires un « droit de priorité », il consiste en ce que — malgré qu'elle ne soit nullement responsable des malheurs de la patrie — cependant son cœur n'en saigne

pas moins devant ces infortunes. Elle oublie les ambitions et les haines personnelles et couvre d'un voile le passé. Souhaitons que la partie adverse sache prendre exemple sur cette attitude si pleine de noblesse et ne sacrifice pas, au moins cette fois, les intérêts supérieurs de la patrie en obéissant à des considérations égoïstes.

Faits divers

Vol

Des voleurs ont pénétré dans la maison du Dr Tavitan, sis dans la Rue Sagh, et ont enlevé des tapis et d'autres objets. Un certain nombre de personnes sur qui pesent des soupçons ont été soumises à un interrogatoire.

